

Direction Risques Industriels  
1 rue de la Cité-Administrative  
Cité administrative, Bât. G  
BP 80002 - Cedex 9  
31074 Toulouse

Montpellier, le 15/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BONNY (SCEA)**

771 Chemin de Blanas  
30140 Saint-Jean-Du-Pin

Références : DRI/DVEC/2026-007  
Code AIOT : 0053000433

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2025 dans l'établissement BONNY (SCEA) implanté 771 Chemin de Blanas 30140 Saint-Jean-du-Pin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les appareils à pression contiennent une énergie importante.

En cas de défaillance (corrosion, fissures, choc), des explosions et des fuites de gaz ou de vapeur peuvent être à l'origine d'accidents humains mortels, ou d'accidents matériels.

Différents équipements sous pression (ESP), incluant ceux les plus à risques tels que des générateurs de vapeur ou appareils à couvercles amovibles et fermeture rapide, sont exploités dans des domaines autre que l'industrie (ERP, filière agricole, centres de loisirs, de recherche & universités, etc.).

Leur fabrication, mais également leur condition d'exploitation, leur entretien et leur surveillance sont réglementés.

La réglementation prévoit notamment pour de tels équipements des inspections et requalifications périodiques.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BONNY (SCEA)
- 771 Chemin de Blanas 30140 Saint-Jean-du-Pin
- Code AIOT : 0053000433
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SCEA BONNY exploite sur la commune de St Jean du Pin un élevage de poulets de chair, d'une capacité autorisée de 89210 emplacements par arrêté d'autorisation n°2010-12 du 15 mars 2010.

**Thèmes de l'inspection :**

- Équipement sous pression

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il n'a pas constaté de non conformité. L'établissement ne compte pas d'équipement sous pression.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il n'a pas constaté de non-conformité. L'établissement ne compte pas d'équipement sous pression.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des appareils à pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 6 III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b>

Il n'a pas été constaté de non conformité, vu que l'établissement ne compte pas d'équipement sous pression.

**Type de suites proposées :** Sans suite